



Mensonges, trahison et violence : une semaine d'attaques contre Radio France et l'audiovisuel public



La guerre contre l'audiovisuel public menée par Rachida Dati depuis plus d'un an a pris **un tour brutal cette semaine**. L'offensive a commencé dans les colonnes du Monde, le 15 juin, avec une interview de la ministre dans laquelle les mensonges se multiplient pour camoufler la vacuité du raisonnement. Non, Rachida Dati n'a pas reçu les syndicats, non, sa réforme n'est absolument pas « *attendue par les professionnels* » qui, au contraire, la rejettent dans leur grande majorité. En revanche, les mêmes formules creuses se répètent pour faire émerger du néant un argumentaire défaillant :

- « *regrouper pour renforcer* » : du pseudo-bon sens qui n'explique jamais comment mutualiser des identités, des savoir-faire et des missions distinctes permettrait de faire mieux qu'actuellement, ou mieux que le privé ;

- « *Youtube, TikTok, Netflix* » sans cesse brandis comme des concurrents alors que nous n'avons ni les mêmes missions, ni le même public, ni le même budget, même en additionnant les forces de l'audiovisuel public et privé français ;

- holding « *à coût nul, sans acheter de nouveaux locaux ni embaucher de nouveaux dirigeants* », alors que toute création holding s'accompagne d'une strate administrative supplémentaire et que le projet « France Médias » prévoit le regroupement immobilier des antennes locales de Radio France et France TV.

Il faudra donc, littéralement, se serrer dans les locaux et se serrer la ceinture pour financer sur nos salaires, nos productions et nos postes la création d'une holding voulue par une personne incompétente mais dont aucun personnel ne veut.

Le rapport de Laurence Bloch remis le 16 juin aux parlementaires précise la pensée de la ministre et y ajoute le **parfum de la trahison pour celle qui fut longtemps patronne de France Inter puis numéro 2 de Radio France**. Appelée au secours pour servir de caution à la ministre, elle dessine les contours d'une holding divisée en quatre filiales, dont les moyens « *seraient réalloués à la distribution numérique* » à force de mutualisations, de rediffusions et de « *réarbitrages des ressources* » comme écrit pour la future filiale France Info.

L'avenir du réseau de proximité est à l'avenant : si Laurence Bloch propose de garder le maillage actuel, il est question de « *repenser le dimensionnement de certaines locales* ». Pour qu'elles deviennent, ici, des bureaux à 2 journalistes sur le modèle de France 3, et là des antennes régionales ? Quant aux formations musicales, c'est bien simple, Laurence Bloch n'en dit pas un mot !

Entre deux poncifs sentencieux sur les jeunes qui ne regardent plus que TikTok et l'incapacité supposée de la radio à « *parler aux classes populaires* », démentie par une enquête récente de l'Arcom, ajoutons encore cette proposition d'un « *directeur de l'information unique auprès du PDG* » qui nous ramène tout droit au temps de l'ORTF.

Économies et casse sociale partout, indépendance nulle part. Le mot n'est même pas mentionné dans le rapport, et pour cause : **Laurence Bloch sert une ministre qui n'a qu'une obsession, mettre au pas l'audiovisuel public et l'humilier.**

C'est sur ce terrain que Rachida Dati s'épanouit le plus, comme l'a encore démontré le 18 juin son passage dans l'émission C à vous sur France 5, face à Patrick Cohen, également éditorialiste à France Inter. Fidèle à elle-même, Rachida Dati a brandi la menace et l'intimidation en réponse à une question sur les affaires de corruption la concernant. Énième exemple qui n'est **pas un dérapage mais une méthode et un projet : nier les preuves, discréditer l'adversaire, étouffer l'investigation par la violence. Il s'agit d'une attaque très rare en France contre le métier de journaliste et l'indépendance du service public, qui disqualifie totalement Rachida Dati pour administrer les affaires de l'audiovisuel public.**

La CGT Radio France et le SNJ-CGT Radio France alertent une nouvelle fois les député·e·s en amont de la session publique du 30 juin, pendant laquelle ils et elles devront examiner la réforme de l'audiovisuel public. **Rachida Dati mène une guerre personnelle et idéologique au journalisme et à l'audiovisuel public.**

À Radio France, tous et toutes en grève à partir du 26 juin pour faire entendre notre colère et sauver la radio de service public !

Paris, le 20 juin 2025

La CGT Radio France – Le SNJ-CGT Radio France

Maison de la Radio, pièce 9D57

116 Av. du Président Kennedy, 75016 Paris

cgt@radiofrance.com / snj-cgt@radiofrance.com

Retrouvez-nous sur :

